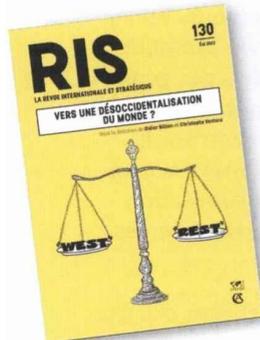


Lu, vu, entendu



BILLION Didier / VENTURA Christophe
(sous la direction de)

« Vers une désoccidentalisation du monde ? »

La Revue internationale et stratégique, n° 130, été 2023, 124 p., IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques). URL : <https://www.iris-france.org/publications/ris-130-ete-2023/>. Consulté le 10 novembre 2023

La guerre en Ukraine a, parmi d'autres enseignements, révélé au monde une prise de distance des pays émergents à l'égard de l'Occident. En effet, si 141 pays ont voté la résolution condamnant l'agression russe, 35 pays dits du Sud se sont abstenus, représentant 50 % de la population mondiale. Quant aux sanctions contre la Russie, seuls les pays Occidentaux les appliquent.

La fracture entre « *the West and the Rest* ¹ » se serait-elle amplifiée, dans un processus plus long de « désoccidentalisation du monde » ? Plus généralement, la notion de « désoccidentalisation » est-elle pertinente pour penser les relations internationales aujourd'hui ? Faut-il lui préférer celle de « multi-alignement » ou de « non-alignement », appliquées respectivement à l'Inde et aux pays d'Amérique latine pour décrire leur stratégie de politique étrangère ?

Ces questions, Didier Billion et Christophe Ventura les ont posées

1. Expression inspirée du titre du livre de Niall Ferguson, *Civilization: The West and the Rest*, Londres : Allen Lane, 2011 (analysé in *Futuribles*, n° 378, octobre 2011, p. 85-87).

à des autrices et auteurs issus de différentes régions et disciplines, afin d'en faire le thème d'un dossier spécial dans la *Revue internationale et stratégique*. Leurs réflexions, construites et argumentées, convergent vers une analyse plus nuancée et moins doctrinaire que le terme de désoccidentalisation ne le suggère : désormais, les puissances occidentales doivent compter avec de nouveaux acteurs qui, conscients de leur poids économique et démographique, cherchent à s'émanciper des pressions diplomatiques, économiques et militaires, pour poursuivre leurs intérêts propres et répondre aux enjeux de leur politique intérieure.

Le terme même de désoccidentalisation mérite d'être questionné. Selon Rony Brauman, ancien président de Médecins sans frontières, ce terme renvoie, en miroir, à celui d'orientalisme, suggérant l'existence de deux blocs cimentés chacun par une même culture. De même, le concept de « Sud global », sans être totalement vide de sens, suggère une unité entre ces pays qui, du point de vue de l'auteur, n'apparaît qu'en situation de tension.

Intervenant sur la position des pays africains à l'égard de l'Occi-

dent, El Hadj Souleymane Gassama, journaliste et docteur en sociologie, partage cette analyse : parler de désoccidentalisation revient à faire de l'Occident l'unité de mesure des évolutions en cours. Or, outre qu'il gomme la fragmentation du continent africain, ce terme annule la prégnance de valeurs « labellisées occidentales », du fait des échanges migratoires et de l'adoption de systèmes politiques ou modèles de développement copiés sur ceux des démocraties occidentales. Selon l'auteur, les interconnexions entre les pays africains et ceux de « l'Ouest » sont si nombreuses qu'une rupture franche à leur égard est difficilement envisageable.

Selon Chloé Ridet, haut-fonctionnaire et porte-parole du Parti socialiste français, le terme « d'Occident collectif » est volontairement dévoyé par Vladimir Poutine, qui l'agit « comme un épouvantail » dans sa bataille de l'opinion mondiale. Ce faisant, il attise le ressentiment des pays du Sud, mais surtout relègue l'Union européenne dans une position subalterne, pour mieux « l'invisibiliser ».

Pourtant, comme l'explique Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman, face à la Covid, au changement climatique, à la menace chinoise ou à la guerre en Ukraine, l'Europe n'a-t-elle pas su réagir ? L'Union européenne n'est pas l'Occident, et ses succès témoignent selon lui du peu de légitimité du terme désocciden-

talisation. Dans un monde où les critères de puissance ont évolué, l'Union européenne — dont le modèle est copié dans de nombreuses régions du monde, rappelle-t-il — dispose d'atouts indéniables, et notamment, celui de son recours au *soft power*. Et de citer, à titre d'exemple, les sommets Union-Afrique, qui abordent de manière concrète les aspects financiers et réglementaires de programmes environnementaux ou économiques, contrairement aux réunions entre États africains d'une part, Chine ou Russie de l'autre, davantage apparentées à une mise en scène médiatique, sur fond de domination impérialiste.

Il n'en demeure pas moins que les pays non occidentaux partagent un « *ethos* commun ² », à savoir leur défiance à l'égard de l'Occident. Comment l'expliquer ? Selon Rony Brauman, l'insistance occidentale à proclamer des valeurs soi-disant universelles incite à contre-proclamer des valeurs locales, ayant trait à la communauté, la religion, la tradition. En outre, quel crédit accorder à des pays qui revendiquent la paternité de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, mais ignorent ces droits, voire les bafouent, en choisissant leurs causes suivant leurs intérêts, s'interroge-t-il ?

Selon El Hadj Souleymane Gassama, de nombreux Africains éprouvent un sentiment de

2. DUCLOS Michel, *Guerre en Ukraine et nouvel ordre du monde*, Paris : Éditions de l'Observatoire, février 2023.

relégation, qui se transforme en ressentiment lorsqu'il est attisé par des chefs d'États soucieux de trouver des boucs émissaires pour masquer leurs propres défaillances. De surcroît, la diversification des partenaires – Chine, Russie, Maroc, Turquie, Israël – facilite la sortie d'une logique de blocs, même si les nouveaux arrivants, comme les anciens colonisateurs, sont mus par un désir d'impérialisme économique.

Joan Deas, directrice exécutive de l'iReMMO (Institut de recherche et d'études Méditerrané Moyen-Orient), partage la même opinion. Dans son article sur les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), elle insiste sur la frustration commune de ces pays, trop longtemps maintenus à la périphérie du cercle des décideurs politiques. Conscients de leur nouveau poids économique, ils attendent, de la part des Occidentaux notamment, plus de reconnaissance, de redistribution et d'égalité de traitement sur la scène internationale. Par ailleurs, ils voient dans la Chine un modèle alternatif à l'ordre occidental, dans le domaine tant commercial que technologique ou sécuritaire, modèle désormais promu par Pékin, sous le nom d'Initiative de civilisation mondiale³.

Selon Carlos Fortin, Jorge Heine et Carlos Ominami⁴, la remise

en cause d'un ordre international sous domination occidentale est l'occasion pour les pays d'Amérique latine de construire une réponse commune et, partant, de renforcer l'intégration régionale. À cet égard, ce qu'ils nomment « non-alignement actif », loin d'être un concept prospectif, s'observerait empiriquement dans le rapprochement des politiques étrangères de ces pays.

L'Inde, pour sa part, mène une stratégie active de multi-alignement, comme l'explique Tara Varma de la Brookings Institution, afin d'assurer son autonomie stratégique. Elle aurait ainsi noué 30 partenariats stratégiques depuis 1998. Plus particulièrement, dans la zone indo-pacifique, elle est présente à travers de multiples formats – les BRICS, le Quad⁵, l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai), le G20... – dans le but de s'affirmer face à la Chine, de réduire sa dépendance à l'égard de la Russie, et plus généralement de se positionner comme *leader* du « Sud global ».

Difficile de prédire les évolutions à venir de l'ordre mondial : s'agira-t-il d'une plus grande intégration des puissances émergentes dans l'ordre libéral existant ou, à l'autre extrême, d'un rejet du multilatéralisme au profit de relations uniquement transactionnelles ? Selon Stephan Lehne, chercheur visiteur à Carnegie Europe, cité à plusieurs reprises par Joan Deas,

3. Discours de Xi Jinping au sommet des rencontres entre partis communistes, en mars 2023 : principes et valeurs d'une civilisation mondiale, pour faire progresser le processus de modernisation de l'humanité.

4. Carlos Fortin est professeur émérite à l'université du Sussex ; Jorge Heine, professeur à

l'université de Boston ; Carlos Ominami, ancien ministre de l'Économie du Chili.

5. Dialogue quadrilatéral pour la sécurité, regroupant les États-Unis, l'Inde, l'Australie et le Japon.

le système multilatéral devrait survivre, ne serait-ce que parce que le degré d'intégration économique nécessite une coopération institutionnalisée, mais le respect des règles pourrait reculer devant les jeux de pouvoir. Dans ces

conditions, l'humanité saurait-elle répondre aux menaces globales que sont le changement climatique, le risque sanitaire ou l'insécurité alimentaire ? ■

Justine Fernandez